

CRÉDITS AUX MÉNAGES EN ALGÉRIE

Entre opportunité, risques d'endettement et dérives

L'octroi de crédits bancaires pour les ménages ou crédits à la consommation s'est fortement développé en Algérie même si la question de sa rentabilité se pose, le risque d'endettement des ménages se profilant et plusieurs dérives apparaissant.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)- La Banque d'Algérie vient de définir les modalités de création de coopératives d'épargne et de crédit au profit de certaines catégories de travailleurs salariés tels les employés de Sonatrach. Ces coopératives disposeront d'une épargne déposée par ces travailleurs et financeront uniquement des projets utiles pour la communauté des travailleurs.

Ces derniers pourront bénéficier de crédits financés par cette épargne qui ne pourra en aucun être utilisée au profit de personnes étrangères à ces coopératives.

Ces coopératives viennent en fait étoffer le tissu bancaire national qui souffre d'une faible bancarisation (nombre de points bancaires par rapport à la population). Voire permettre d'améliorer l'accès de ces travailleurs, et donc des ménages, aux crédits bancaires.

Pour autant, le recours au crédit bancaire en général, notamment celui à la consommation, est-il opportun dans le contexte actuel ? Questionnement pertinent.

Les crédits confort

Une douzaine de formules de prêts à la consommation innovantes, parfois insolites, ont vu le jour tels les crédits pour le bien-être, le mariage et les études.

Des crédits pour assurer le confort personnel des particuliers (répondre aux problèmes de santé, acquérir des équipements ou financer des travaux de construction...) sont accordés. Plusieurs banques étrangères installées en Algérie (Société Générale, BNP Paribas à travers Cetelem...) dispensent ce genre de prestations.

Des facilités en termes de taux d'intérêt et durée de remboursement sont proposées aux clients. Les prêts bien-être ou autres peuvent aller jusqu'à 500 000 DA, selon le niveau de salaire du postulant. Ces prêts sont remboursables sur une période de trois ans en général.

C. B.

Le crédit à la consommation fort prisé

Octroyés pour l'acquisition de biens d'équipement notamment électroménagers, véhicules, accès au logement et la facilitation de besoins particuliers, ces types de crédits se sont fortement développés.

Une dizaine de banques, tant publiques que privées, ont développé une gamme de crédits et facilités de paiement variés et répondant à des besoins précis. Selon les chiffres disponibles, la population concernée est de près d'un million de ménages.

Ceux-ci représentent actuellement pour les banques un volume de plus de 100 milliards de dinars (sur un volume de plus de 200 milliards de dinars de crédits aux particuliers). Ce volume reste cependant insignifiant par rapport aux surliquidités dont disposent les banques publiques essentiellement.

Des contraintes au crédit

Cependant, les particuliers constatent de plus en plus que les conditions d'accès aux crédits, qui étaient avantageuses et diversifiées au départ, ont commencé à se durcir notamment au niveau des banques étrangères installées en Algérie.

En effet, certaines de ces banques qui ont développé une gamme de prêts (véhicules, prêt personnel, prêt



Des besoins en biens de consommation de plus en plus croissants.

Photo : Samir Sid

bien-être, prêt étudiant, crédit mariage...) ont revu à la hausse le seuil minimum du salaire éligible au crédit, notamment automobile.

Et ce, au-delà du taux d'intérêt pratiqué qui reste encore cher et de la contrainte de la garantie bancaire. Un facteur à même de décourager les citoyens de contracter des crédits.

Voire de favoriser le recours aux prêts sans intérêt pratiqués par les banques islamiques, ou option extrême mais très répandue, les transactions financières informelles.

Les ménages sous l'épée de Damoclès

Or, le risque de surendettement des ménages, peu perceptible au départ, devient de plus en plus évident. Des analyses ont même évoqué le risque pour

l'Algérie de subir la crise des subprimes ou crise des crédits hypothécaires survenue aux Etats-Unis en 2007 et qui a constitué le facteur déclencheur de la crise financière et économique mondiale.

Certes, nombre de spécialistes bancaires relèvent que le niveau d'alerte n'a pas encore été atteint. Cependant, leurs besoins en biens de consommation croissant, plusieurs ménages contractent plusieurs crédits à la fois, au risque de dépasser leur capacité de remboursement. Il faut rappeler en effet que l'octroi de crédits ne doit jamais neutraliser plus de 40% du revenu.

Or, ces ménages, aux revenus modestes et confrontés à l'inflation galopante, n'arrivent plus à rembourser leurs dettes.

Notamment les couples qui viennent d'avoir leur premier enfant.

A ce propos, un consultant économiste a indiqué récemment que 38% des jeunes ménages sont incapables de rembourser leurs dettes. Et cela même si le niveau d'impayés est encore considéré comme faible. Selon les informations disponibles, ce niveau est de l'ordre de 2 à 4%, sous la barre critique de 6%.

En attendant la centrale des risques

Or, la place bancaire nationale manque toujours

d'une capacité d'anticipation des risques et de contrôle du niveau d'endettement et/ou surendettement des ménages.

En l'absence d'une centrale des risques de ménages, un projet encore en maturation depuis des années au niveau de la Banque d'Algérie et de la place bancaire nationale, la gestion des crédits octroyés reste ainsi aléatoire.

D'où la nécessité pour la Banque centrale d'accélérer la mise en place de cette centrale même si des efforts en matière de gestion des risques de crédits ont été accomplis. Il s'agit en fait de lutter contre certaines dérives qui commencent à surgir.

Et notamment l'octroi par des commerçants de facilités de paiement pour l'achat de biens dans les magasins en infraction de la réglementation.

Une pratique de plus en plus répandue et que favorise la nature encore archaïque du système bancaire national, le faible essor de la monétique et le manque d'engouement des commerçants à s'équiper en terminaux de paiement électronique.

Cela outre le fait que nombre de crédits aux particuliers ont été accordés par les banques pour des buts précis et utilisés par les bénéficiaires à d'autres fins.

C. B.

ACHATS PAR FACILITÉS DE PAIEMENT

La remise de chèques, une pratique irrégulière

L'acquisition de biens d'équipement (meubles, appareils électroménagers, audiovisuels ou informatiques, vêtements,...) par facilité de paiement est une pratique fort répandue. Des magasins ou des surfaces commerciales accordent des facilités pour les ménages ou particuliers dont les revenus sont généralement modestes.

Les clients achètent un bien dont le prix est réparti en tranches et qu'ils paient par mensualité généralement, moyennant la présentation d'une fiche de paie et la remise de chèques.

Plusieurs commerçants exigent de ces clients la remise au préalable de 12 chèques. Or, cette pratique constitue une irrégularité d'autant qu'elle n'est pas conforme à la réglementation et qu'elle ne constitue aucunement une preuve de l'identité du client ni de sa situation bancaire réelle.

C. B.

CRÉDITS À LA CONSOMMATION

Dix mille milliards de centimes accordés à fin 2008

Le montant des crédits à la consommation accordés à la fin 2008 a atteint plus de 100 milliards de dinars. Selon diverses sources d'information, les consommateurs de ce type de crédits étaient au nombre de 700 000 en 2007.

Un marché qui croît annuellement de plus de 20%. Le volume total des crédits bancaires aux particuliers avoisinait les 210 milliards de dinars selon les dernières estimations et le volume total des crédits à l'économie (entreprises, particuliers et immobiliers) dépasse actuellement les 2 400 milliards de dinars.

C. B.

CRÉDITS BANCAIRES POUR LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Entre contraintes et désintérêt

Évaluées à plus de 2 000 milliards de dinars, les disponibilités bancaires restent cependant inemployées. En d'autres termes, est-il rentable de donner davantage de crédits alors que des fonds existants ne prennent pas preneurs ? Même si les crédits à l'économie ont fortement crû, avec 2 500 milliards de

dinars alloués pour 90% aux entreprises, l'accès du crédit reste encore difficile pour les entrepreneurs.

Contraints par les conditions exigées par les banques (niveau du revenu, demande de garanties, bancabilité du projet...), les opérateurs économiques sont de moins en moins intéressés par le crédit ban-

caire en lui-même. Ils s'intéressent de plus en plus au crédit location-bail ou leasing pour l'acquisition d'équipements pour leurs projets. Une formule qui représente actuellement un encours de 20 milliards de dinars. Par ailleurs, le choix de créneaux d'investissement devient saturé et des banques sont quelque peu réti-

centes à financer des projets qu'elles jugent non rentables.

D'autre part, la transformation des disponibilités bancaires est faible en dépit des mesures d'assèchement décidées par la Banque d'Algérie pour résorber cet excès de surliquidités.

C. B.